

CAS DE FIGURE

François Dedieu

Une catastrophe ordinaire

La tempête du
27 décembre 1999

ÉDITIONS DE L'ÉCOLE DES HAUTES
ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES

Une catastrophe ordinaire

CAS DE FIGURE

Les auteurs de CAS DE FIGURE offrent à leurs lecteurs des clés accessibles pour mieux comprendre le monde contemporain, sans s'affranchir des exigences scientifiques de leur discipline. La science sociale sort de son laboratoire pour reconquérir sa place dans l'espace public.

DERNIERS TITRES PARUS DANS LA COLLECTION

- Hamit Bozarslan, Gilles Bataillon, Christophe Jaffrelot, *Passions révolutionnaires*
- Esteban Buch, *L'affaire Bomarzo*
- Emmanuel Désveaux, *Avant le genre*
- Emmanuel Désveaux et Michel de Fornel (eds.), *Faire des sciences sociales. Généraliser*
- Pascale Haag et Cyril Lemieux (eds.), *Faire des sciences sociales. Critiquer*
- François Hartog, *Évidence de l'histoire*
- Nathalie Heinich et Roberta Shapiro (eds.), *De l'artification*
- Romain Huret, *Katrina, 2005*
- Moritz Hunsmann et Sébastien Kapp (eds.), *Devenir chercheur*
- Nikolay Koposov, *De l'imagination historique*
- Rose-Marie Lagrave (ed.), *Fragments du communisme en Europe centrale*
- Dominique Memmi, *La seconde vie des bébés morts*
- Serge Moscovici, *Le scandale de la pensée sociale*
- Olivier Remaud, Jean-Frédéric Schaub et Isabelle Thireau (eds.), *Faire des sciences sociales. Comparer*
- Tarik Tazdaït et Rabia Nessah, *Le paradoxe du vote*
- Irène Théry, *Des humains comme les autres*
- Irène Théry (ed.), *Mariage de même sexe et filiation*

Cas de figure

François Dedieu

Une catastrophe ordinaire

La tempête du 27 décembre 1999

Éditions de l'École
des Hautes Études
en Sciences Sociales



Cas de figure 30

www.editions.ehess.fr

© 2013, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales
ISBN 978-2-7132-2409-6

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Maquette et couverture, Michel Robmer



À la mémoire de Werner Ackermann



Remerciements

CETTE RECHERCHE, issue de ma thèse de doctorat dirigée par Christine Musselin, a été financée par la Fondation Maïf. Je tiens à remercier Hubert Oliviero, le président de la Fondation, pour son soutien à ce projet. J'adresse également mes remerciements à tous ceux qui ont activement contribué à cet ouvrage: Olivier Borraz, Henri Boulier, Patrick Castel, David Demortain, Marc-Olivier Deblanc, Jean-Pierre Galland, Pierre-Benoît Joly, Jean-Noël Jouzel, Giovanni Prête et Lorène Prost.



Introduction

Des sociétés (trop) vulnérables

L E LUNDI 27 DÉCEMBRE 1999, le directeur départemental de Météo France de Charente-Maritime débute sa journée préoccupé. À son bureau, il trouve un bulletin d'alerte météorologique annonçant une tempête particulièrement puissante : les rafales annoncées atteindront plus de 150 km/h, un seuil exceptionnel en France. Il prévient immédiatement le préfet, premier responsable de la sécurité dans le département. Mais celui-ci l'accueille froidement. En effet, il accuse Météo France d'être responsable d'une lourde erreur dans la prévision de la dérivation des nappes de pétrole échappées du tanker maltais *Erika* échoué quelques jours plus tôt. Après l'épisode de l'*Erika*, le préfet n'accorde plus réellement de crédit à l'expertise du météorologue, lequel, encore marqué par cet échec, se trouve lui-même à court d'arguments. Il laisse le préfet interrompre sèchement la conversation. Sept heures après ce court échange, la tempête Martin ravage le sud de la France et une partie du sud de l'Europe. Les tempêtes du 26 et du 27 décembre 1999 sont deux des dernières grandes catastrophes naturelles que la France a connues. Elles ont occasionné 92 morts et ont détruit une grande partie des réseaux de distribution électrique, de transport et de communication. Plus de 3,5 millions de foyers ont

été privés d'électricité pendant plusieurs semaines. Sur le plan économique, les dégâts se sont élevés à plus de 100 milliards de francs (Sanson *et al.*, 2000).

Comme souvent après un tel événement traumatique, on s'interroge sur ses causes : qu'est-ce qui n'a pas fonctionné au cours de cet épisode pour que l'on arrive à une telle catastrophe ? Les regards se tournent vers les dispositifs de sécurité civile¹ en charge de la prévention des risques naturels et de la gestion des urgences, le plan dit d'« organisation de la réponse de sécurité civile » (Orsec). Si les dispositifs d'urgence n'ont pas été exempts de toutes critiques, les médias comme les pouvoirs publics ont jugé que les services de météorologie n'avaient pas suffisamment anticipé les conséquences de ces deux tempêtes destructrices. Prenant acte des carences du dispositif d'alerte météorologique, les pouvoirs publics l'ont réformé pour instaurer le système des cartes de couleurs que nous connaissons aujourd'hui. Les leçons des catastrophes de 1999 étant tirées, tout porte à croire que les citoyens seront désormais mieux protégés face à ce type de risques.

L'objet de cet ouvrage est de prendre le contre-pied de l'idée désormais dominante visant à expliquer la survenue des catastrophes naturelles à partir des carences des pouvoirs publics et des dispositifs officiels de protection civile regroupant des acteurs aussi divers que Météo France, les préfetures, les sapeurs-pompiers ou encore l'armée. À partir du cas de la tempête de 1999, nous montrerons que la sécurité civile utilise bien toutes les techniques et mesures dont elle dispose pour maîtriser ces événements. Pourtant, en dépit de ses efforts, elle précipite la catastrophe. Comment l'expliquer ? Les actions conjointes des multiples acteurs de la sécurité civile font émerger une série d'effets non désirés et peu maîtrisés qui contribuent à accélérer la catastrophe. Ce type d'événement est provoqué par une multitude d'incidents en chaîne aussi bien liés aux dégâts de l'événement qu'aux réactions de la sécurité civile. Ce sont des accidents de grande

-
1. La sécurité civile, synonyme de protection civile, désigne l'ensemble des moyens mis en œuvre par un État pour protéger ses citoyens, en temps de guerre comme en temps de paix.

envergure, des *accidents totaux*, dont la survenue peut être considérée comme normale puisqu'il est inévitable qu'ils se produisent un jour. Nous n'entendons pas par là qu'ils sont banals ou communs ; ils sont, au contraire, extrêmement rares. Mais à l'instar de simples accidents domestiques, ils naissent d'un concours de circonstances défavorable qui les rend inéluctables.

Des catastrophes inacceptables

Avant de plonger dans les méandres de la gestion de la tempête, il est nécessaire de mieux comprendre d'où vient l'idée, aujourd'hui acquise dans l'opinion publique, que les catastrophes ne sont plus naturelles ou d'origine divine mais qu'elles naissent des *vulnérabilités* internes des systèmes sociaux. Ce mouvement tend même à considérer que des fautes ou des carences sont à l'origine des catastrophes, les rendant ainsi implicitement inacceptables.

Beaucoup voient dans les débats entre Voltaire et Rousseau sur le tremblement de terre de Lisbonne (1755) l'origine de ce renversement. Voltaire considérait alors que l'œuvre des hommes était la première responsable de ce désastre. Dans sa lettre d'août 1756 à Rousseau, il précisait : « Je crois avoir montré qu'excepté la mort, qui n'est presque un mal que par les préparatifs dont on la fait précéder, la plupart de nos maux physiques sont encore notre ouvrage. Sans quitter votre sujet de Lisbonne, convenez par exemple, que la nature n'avait point rassemblé là vingt mille maisons de six à sept étages, et que si les habitants de cette grande ville eussent été dispersés plus également, et plus légèrement logés, le dégât eût été beaucoup moindre, et peut-être nul. Tous eussent fui au premier ébranlement, et on les eût vus le lendemain à vingt lieux de là, tout aussi gais que s'il n'était rien arrivé². » Aujourd'hui, ne plus considérer ces catastrophes comme naturelles devient une évidence. Pour

2. *Œuvres complètes*, vol. 4, Paris, Gallimard (coll. « Bibliothèque de La Pléiade »), p. 10.

le philosophe Jean-Pierre Dupuy (2005), l'évolution des sciences et des techniques explique ce phénomène : en visant une appropriation croissante de la nature, le progrès scientifique et technique rendrait moins acceptable l'idée d'une nature capricieuse et favoriserait celle de son contrôle.

L'attention portée sur les activités humaines n'est pas sans influence sur les politiques de prévention des risques naturels. Traditionnellement, les risques naturels sont considérés, par les sciences dures et la géographie, comme des « aléas », c'est-à-dire des phénomènes physiques et météorologiques dont on peut mesurer la probabilité d'occurrence dans un espace donné. L'« aléa naturel » (*natural hazard*) désigne ainsi « un événement qui a pour origine un phénomène naturel, par opposition à un événement provoqué par une action humaine. C'est un événement à probabilité non nulle qui a sa source et se développe initialement dans son milieu naturel » (Dubois-Maury, 2001, p. 8). Depuis une vingtaine d'années, cette perspective s'est renversée pour s'intéresser aux vulnérabilités des sociétés. Originellement employée pour désigner les populations fragiles ou précaires, la notion de vulnérabilité appliquée aux risques naturels désigne les prédispositions d'une société à subir les dommages provoqués par des phénomènes naturels menaçants (Pelling, 2003, p. 47). Partant du constat que toutes les sociétés ne sont pas exposées de la même façon à des tempêtes ou à des tremblements de terre par exemple, cette perspective ne s'intéresse plus tant à la probabilité d'occurrence de ces phénomènes, qu'aux facteurs structurels, politiques ou institutionnels des sociétés qui peuvent amplifier ou, au contraire, réduire les dommages potentiels. Aujourd'hui, les spécialistes du domaine comme Kenneth Hewitt³ cherchent à réconcilier les perspectives de l'aléa et de la vulnérabilité grâce au ratio entre la probabilité d'occurrence d'un phénomène et ses dégâts attendus dans un territoire donné. La notion de vulnérabilité demeure le concept phare des politiques de prévention des risques naturels (Oliver-Smith, 2001). Guy

3. Pour une revue complète des évolutions des réflexions entre aléa et vulnérabilité, on pourra se référer à Kenneth Hewitt, 1997.

Deneufbourg, président du Comité français de la décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, déclarait : « Depuis le début de la décennie 1990, on a inversé l'approche : au lieu de mettre en avant le phénomène, on met en avant la vulnérabilité. On est passé d'une problématique de catastrophes naturelles à une problématique socioéconomique⁴. » En s'attachant à porter l'effort sur l'identification des « facteurs de vulnérabilité » (Thouret et D'Ercole, 1996), la menace est logiquement perçue comme provenant non plus de l'extérieur mais bien de l'intérieur.

Mais l'idée que ces catastrophes portent la main de l'homme est aujourd'hui exacerbée. Après de grandes catastrophes, on observe souvent une tendance critique de la vulnérabilité, qui consiste à ne pas se contenter de révéler de manière neutre les limites des systèmes à appréhender certains risques, mais davantage à rechercher des manquements, des fautes ou encore des coupables. La gestion de l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans en 2005 illustre parfaitement cette tendance. Après l'événement, le 2 septembre 2005, l'éditorial du *New York Times* titrait « Une catastrophe provoquée par l'homme » et se livrait à une critique forte des autorités fédérales. Le rapport du Congrès américain, au titre explicite, « Échec de l'initiative » (Davis, 2006), allait plus loin dans ces critiques en mettant en cause notamment les errements décisionnels des autorités fédérales et locales et les lenteurs bureaucratiques de la Federal Emergency Management Association, en charge de la gestion de ces situations d'urgence. En France, la canicule de l'été 2003 a aussi mis en cause le fonctionnement des dispositifs officiels de prévention. Le rapport d'expertise du ministère de la Santé (Lalande, 2003) pointait les carences du système de prévention des risques sanitaires à identifier les risques de déshydratation provoqués par des températures aussi élevées sur la santé des personnes âgées, alors même qu'il existait des signes annonciateurs du danger. Le rapport précise que « les connaissances épidémiologiques étaient disponibles au

4. *Le Monde*, « Il n'y a pas de catastrophes naturelles », 21 août 1999.

moment de la crise», considérant par là même que «le risque était envisageable» (cité par Laroche, 2005, p. 226).

Ces deux catastrophes fournissent l'illustration concrète de cette tendance à la critique. On explique toujours la catastrophe à partir de «ce qui n'a pas fonctionné» et donc de «ce qui aurait pu mieux fonctionner». Jacques Theys (1987) explique ce phénomène par le refus des sociétés contemporaines à s'exposer aux dangers. Selon lui, c'est le développement des dispositifs et des techniques de sécurité dans les années 1980 qui serait la cause de ce sentiment contemporain d'insécurité que relève aussi Olivier Borraz (2008) dans ses travaux sur les politiques du risque: l'accroissement de l'offre sécuritaire stimulerait la demande de protection, qui entraînerait une forme de déni du risque. Ce sentiment croissant de vulnérabilité peut aussi être interprété comme une conséquence de la conception moderne du risque théorisée par Ulrich Beck (2001). Le risque correspond à des situations de choix dans lesquelles la liste des aléas, leurs conséquences et leurs probabilités d'occurrence sont connues alors que, en situation d'incertitude, ces éléments ne sont pas connus. Dans la société du risque, on intègre les dangers dans des «espaces de calculs» (Chateauraynaud et Torny, 2013) afin de réduire la part d'incertitude et d'imprévisibilité. Mais ce faisant, on en viendrait à écarter l'idée que l'on s'expose impuissamment aux risques ou, si l'on préfère, on en vient à penser qu'un risque est toujours potentiellement maîtrisable. Ce «discours de la maîtrise» contribue à rendre les catastrophes inacceptables et incite à les concevoir comme un simple «risque réalisé», qui serait évitable dès lors que l'on prendrait les mesures appropriées.

Comme en témoignent les épisodes de la canicule et de Katrina, ce mouvement de rationalisation des dangers s'accompagne de logiques accusatoires qui concernent plus spécifiquement les pouvoirs publics. Ted Steinberg (2000) rappelle que, lorsque les catastrophes naturelles étaient encore associées à un ennemi extérieur, les pouvoirs publics parvenaient à se décharger de toute responsabilité. Mais désormais, leur responsabilité est engagée directement en raison de leur rôle de garant de la sécurité face à ces calamités.

Liste des abréviations

Adel	Aide au dépannage électrique
Alarm	Alerte aux risques météorologiques exceptionnels
BRAM	Bulletin régional d'alerte météorologique
Circosc	Centre interrégional de coordination de la sécurité civile
CDM	Centre départemental de la météorologie
CMIR	Centre météorologique interrégional
COAD	Centre opérationnel d'aide à la décision
Codis	Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours
Codisc	Centre opérationnel de la direction de la sécurité civile
Cogic	Centre opérationnel de gestion interministérielle de crise
COIA	Centre opérationnel interarmées
Cross	Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage
CSP	Centre de secours principal
CTA	Centre de traitement de l'alerte
DDASS	Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

DDE	Direction départementale de l'équipement
Orsec	Organisation de la réponse de sécurité civile
Polmar	Plan d'intervention en cas de pollution accidentelle des milieux marins
PPI	Plan particulier d'intervention
PPR	Plan de prévention des risques
Samu	Service d'aide médicale urgente
SCEM	Service central d'exploitation de la météorologie
SDIS	Service départemental d'incendie et de secours
SIDPC	Service interministériel de défense et de protection civile
SMUR	Structure mobile d'urgence et de réanimation
UTC	Universal Time Coordinate (temps universel coordonné)

Sources et bibliographie

Sources

La reconstruction de l'événement de 1999 s'appuie sur deux grands types de sources.

En premier lieu, nous avons conduit 150 entretiens semi-directifs auprès des acteurs. Nous leur avons systématiquement demandé de reconstituer l'événement tel qu'ils l'avaient vécu, exercice auquel ils se sont très volontiers prêtés. Les acteurs se délectaient, souvent avec beaucoup d'humour, à nous conter ce qui reste pour eux un grand souvenir. Nous avons débuté notre étude quatre ans après les faits. Aussi, le recueil de données par entretien s'est heurté au problème de la fuite de la mémoire; nous avons cependant été frappé par le fait que la mémoire était très précise pour reconstituer les situations d'urgence ou les premiers moments de la catastrophe, alors qu'elle devenait plus confuse pour reconstituer la suite. Certains acteurs, notamment les militaires, n'étant plus en poste au moment de l'enquête, nous n'avons pas pu les interroger. La mobilité a cependant également été un avantage précieux pour notre enquête. N'occupant plus les mêmes postes, certains interviewés ont moins hésité à dévoiler les aspects plus obscurs de la gestion de la catastrophe.

Malgré sa richesse, la reconstitution des faits à partir des sources orales induit des biais liés à la mise en récit des protagonistes : certains discours succombaient à l'héroïsation, en insistant sur le « courage » ou l'« exemplarité » des uns pour mieux souligner la « couardise » des autres. De même, les pouvoirs publics ont mis en avant la cohérence de leurs interventions et décisions, ce qui était souvent totalement loin de la réalité. Pour contourner ces difficultés, nous avons cherché à recouper les témoignages : même si cela n'a pas été tout le temps possible, nous avons eu le souci d'effectuer plusieurs entretiens au sein d'un même service pour confronter les points de vue sur une même situation.

La reconstitution de l'événement s'appuie en second lieu sur des traces écrites que l'on peut diviser en deux catégories. Il s'agit d'abord de sources documentaires primaires, puisque élaborées par les protagonistes eux-mêmes et la plupart du temps durant l'événement : journaux personnels des acteurs, registres des communes ou des sous-préfectures, rapports d'activité des services de secours. Parmi ceux-ci figurent les mains courantes Orsec, qui sont les documents administratifs tenus par la préfecture et les sous-préfectures recensant les bilans quotidiens des opérations de secours, c'est-à-dire les recensements territoriaux des dégâts, les moyens réquisitionnés et leur répartition, ou d'autres documents divers comme les courriers de doléances des maires ou de particuliers. Dans cette catégorie de documents, nous nous sommes beaucoup appuyé sur le retour d'expérience de Météo France sur les deux tempêtes de 1999 (Baleste *et al.*, 2001). Nous tenons ici à exprimer notre profonde gratitude auprès des chefs prévisionnistes de Météo France qui se sont prêtés, avec une grande patience, à plusieurs séances de travail où ils assuraient la traduction d'informations techniques particulièrement ardues pour un néophyte en climatologie mais essentielles pour la recomposition des différentes étapes de la prévision de la tempête du 27 décembre. Compte tenu du fait que ce sont les acteurs impliqués qui rédigent eux-mêmes ces documents, certaines informations ont pu être filtrées en raison des nombreuses implications en termes de responsabilité ou plus simplement oubliées puisque rédigées dans

l'urgence de l'événement. Pour tenter de contourner cette difficulté, nous avons procédé, dans la mesure du possible, à un travail de recouplement de ces sources documentaires. Malgré les limites inhérentes au traitement de ces archives, elles ont été un appui important pour le travail de reconstitution. Que ce soit dans les mains courantes préfectorales ou le retour d'expérience de Météo France, on trouve des informations précises, souvent heure par heure, du déroulement de l'événement.

Ensuite, nous avons recueilli des sources secondaires, celles qui sont des commentaires de l'événement. Il s'agit des revues de presse nationale mais surtout locale (principalement à partir du quotidien *Sud Ouest*, entre le 24 décembre 1999 et le 2 février 2000), ainsi que des rapports administratifs officiels comme le rapport Sanson.

Bibliographie

- AKRICH Madeleine, CALLON Michel et LATOUR Bruno, 2006, *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs*, Paris, Presses des Mines (coll. « Sciences sociales »).
- ALEXANDER David, 1997, « The study of natural disasters, 1977-1997: Some reflections on a changing field of knowledge », *The Journal of Disasters Studies Policy and Management*, vol. 21, n° 4, p. 284-304.
- ALLISON Graham T., 1971, *Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis*, Boston, Little, Brown.
- BECK Ulrich, 2001, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, trad. Laure Bernardi, préf. Bruno Latour, Paris, Aubier (coll. « Alto »).
- BECKER Howard, 1988, *Les mondes de l'art*, trad. Jeanne Bouniort, préf. Pierre-Michel Menger, Paris, Flammarion (coll. « Art, histoire, société »).
- BEN MRAD Fathi, 2002, *Sociologie des pratiques de médiation. Entre principes et compétences*, Paris, L'Harmattan (coll. « Logiques juridiques »).
- BENSA Alban et FASSIN Éric, 2002, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, p. 5-20.

- BOIN Arjen, T'HART Paul, STREN Eric et SUNDELIUS Bengt, 2005, *The Politics of Crisis Management: Public Leadership under Pressure*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BORRAZ Olivier, 2008, *Les politiques du risque*, Paris, Presses de Sciences Po.
- BOUDON Raymond, 1979, *La logique du social. Introduction à l'analyse sociologique*, Paris, Hachette (coll. «L'Esprit critique»).
- CALLON Michel, 1986, «Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc», *L'Année sociologique*, n° 36, p. 169-208.
- CHAMPAGNE Patrick, 1999, «Les médias et le risque», *Actes de la 13^e séance du programme RCSC*, Grenoble, CNRS-MSH Alpes.
- CHATEAURAYNAUD Francis et TORNY Didier, 2013 [1999], *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Éditions de l'EHESS (coll. «En temps & lieux»).
- CLAUVENDIER Gaëlle, 2004, *La mort collective. Pour une sociologie des catastrophes*, Paris, CNRS Éditions (coll. «CNRS Sociologie»).
- CONEIN Bernard, 1998, «La notion de routine: problèmes de définition», *Sociologie du travail*, vol. 40, n° 4, p. 479-489.
- CONEIN Bernard et JACOPIN Éric, 1994, «Action située et cognitions: le savoir en place», vol. 36, n° 4, p. 475-500.
- DEDIEU François, 2010, «La course aux “belles affaires”, la congruence d'intérêts professionnels et organisationnels dans la police judiciaire: le cas d'une sûreté départementale de la région parisienne», *Déviance et société*, vol. 34, n° 3, p. 347-379.
- DENIS Hélène, 1998, *Comprendre et gérer les risques sociotechnologiques majeurs*, Montréal, Éditions de l'École polytechnique de Montréal.
- DESROSIÈRES Alain, 2000, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte (coll. «La Découverte Poche»).
- DOBRY Michel, 1986, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- 1995, «Réflexions à partir d'une analyse sociologique des crises politiques», *Actes de la 13^e séance du programme RCSC*, Grenoble, CNRS-MSH Alpes.

- DOLLFUS Olivier et D'ERCOLE Robert, 1996, « Les mémoires des catastrophes au service de la prévision et de la prévention des risques naturels », dans Antoine Bailly (ed.), *Risques naturels, risques de sociétés*, Paris, Economica, p. 7-18.
- DOUGLAS Mary et WILDAVSKY Aaron, 1982, *Risk and Culture: An Essay on the Selection of Technical and Environmental Dangers*, Berkeley, University of California Press.
- DUBOIS-MAURY Jocelyne, 2001, *Les risques naturels: quelles réponses ?*, Paris, La Documentation française (coll. « Problèmes politiques et sociaux »).
- DUPUY Jean-Pierre, 2005, *Petite métaphysique des tsunamis*, Paris, Seuil.
- DYNES Russel R., 1978, « Interorganizational relation in communities under stress », dans E. L. Quarantelli (ed.), *Disasters: Theory and Research*, Beverly Hills, Sage Publication, p. 50-63.
- ELIAS Norbert, 1996, *Du temps*, trad. Michèle Hulin, Paris, Fayard.
- FABIANI Jean-Louis et THEYS Jacques, 1987, *La société vulnérable. Évaluer et maîtriser les risques*, Paris, Presses de l'École normale supérieure.
- FIXARI Daniel et PALLEZ Frédérique, 1992, « L'urgence en gestion », *Gérer et comprendre*, n° 27, p. 78-86.
- FRANCART Loup et DUFOUR Isabelle, 2002, *Stratégies et décisions. La crise du 11 septembre*, Paris, Economica.
- FRÉMAUX Christian, 2002, « La responsabilité des maires face aux risques naturels », dans « Les tempêtes: enseignements des crises et gestion des risques », *Annales des Mimes: réalités industrielles*, août, p. 43-48.
- FRIEDBERG Erhard, 1993, *Le pouvoir et la règle. Dynamiques de l'action organisée*, Paris, Seuil (coll. « Sociologie »).
- FRITZ Charles E., 1961, « Disaster », dans Robert K. Merton et Robert. A. Nisbet (eds.), *Contemporary Social Problems: An Introduction to the Sociology of Deviant Behavior and Social Disorganization*, New York, Harcourt, Brace and World, p. 651-694.
- GIDDENS Anthony, 1987, *La constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration*, trad. Michel Audet, Paris, Puf (coll. « Sociologies »).
- GILBERT Claude, 1992, *Le pouvoir en situation extrême. Catastrophes et politique*, Paris, L'Harmattan (coll. « Logiques politiques »).

- 2005, «L'analyse des crises : entre normalisation et évitement», dans Claude Gilbert, Olivier Borraz et Pierre-Benoît Joly, *Risques, crises et incertitudes : pour une analyse critique*, Grenoble, CNRS-MSH Alpes (coll. «Cahiers du GIS Risques collectifs et situations de crise»), p. 175-223.
- GOFFMAN ERVING, 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne*, t. 2 : *Les relations en public*, trad. Alain Kihm, Paris, Éditions de Minuit (coll. «Le sens commun»).
- GROUPE SOLBEN [Finchelstein Gilles (dir.)], 2006, *Agir face aux crises : Katrina, grippe aviaire, tsunami*, Paris, Fondation Jean-Jaurès-Plon.
- GINZBURG Carlo et PONI Carlo, 1981, «La micro-histoire», *Le Débat*, vol. 17, n° 10, p. 133-136.
- HEWITT Kenneth, 1997, *Regions of Risk : A Geographical Introduction to Disasters*, Harlow, Longman.
- HEWITT Kenneth (ed.), 1983, *Interpretations of Calamity : From the Viewpoint of Human Ecology*, Boston-Londres, Alen and Unwin.
- KLINENBERG Eric, 2002, *Heat Wave : A Social Autopsy of Disaster in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press.
- LAGADEC Patrick, 1981, *La civilisation du risque. Catastrophes technologiques et responsabilité sociale*, préf. J.-J. Salomon, Paris, Seuil (coll. «Science ouverte»).
- 2002, «Crises : la confrontation brutale à l'extrême», dans Olivier Godard, Claude Henry, Patrick Lagadec et Erwan Michel-Kerjan, *Traité des nouveaux risques. Précaution, crise, assurance*, Paris, Gallimard (coll. «Folio»), p. 200-358.
- LANDAU Martin, 1969, «Redundancy, rationality, and the problem of duplication and overlap», *Public Administration Review*, vol. 29, n° 4, p. 346-358.
- LANGUMIER Julien, 2008, *Survivre à l'inondation. Pour une ethnologie de la catastrophe*, préf. Françoise Zonabend, Lyon, ENS Éditions (coll. «Sociétés, espaces, temps»).
- LAROCHE Hervé et LAGADEC Patrick, 2005, «Retour sur les rapports d'enquête et d'expertise suite à la canicule de l'été 2003», *Cahiers du GIS Risques collectifs et situations de crise*, n° 4, CNRS-MSH Alpes.
- LASCOUMES Pierre, 1994, *L'éco-pouvoir. Environnements et politiques*, Paris, La Découverte (coll. «Textes à l'appui»).

- LE GALÈS Patrick, 2010, «Gouvernance», dans Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot et Pauline Ravinet (eds.), *Dictionnaire des politiques publiques*, préf. Pierre Muller, Paris, Presses de Sciences Po (coll. «Références. Gouvernances»), p. 299-308.
- LEYRIT Christian, 2002, «L'organisation des pouvoirs publics face à la tempête du 27 décembre 1999», *Annales des Mines: réalités industrielles*, août, p. 51-56.
- MARCH James G., 1991, *Décision et organisation*, trad. Marie Waquet, préf. Alain-Charles Martinet, Paris, Éditions d'Organisation (coll. «Les classiques»).
- MEAD George H., 1959 [1932], *The Philosophy of the Present*, éd. A. E. Murphy, s.l., Open Court Publishing.
- MÉNARD Claude, 1997, *L'économie des organisations*, Paris, La Découverte (coll. «Repères»).
- MERTON Robert K., 1936, «The unanticipated consequences of purposive social action», *American Sociological Review*, vol. 1, n° 6, p. 894-904.
- MULLER Pierre, 2006, «Secteur», dans Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot et Pauline Ravinet (eds.), *Dictionnaire des politiques publiques*, préf. Pierre Muller, Paris, Presses de Sciences Po (coll. «Références. Gouvernances»), p. 407-414.
- OLIVER-SMITH Anthony, 2001, «Theorizing disasters. Nature, power and culture», dans Susanna M. Hoffman et Anthony Oliver-Smith (eds.), *Catastrophe and Culture: The Anthropology of Disaster*, Santa Fe, School of American Research Press, p. 23-48.
- PELLING Mark, 2003 [1967], *The Vulnerability of Cities. Natural Disasters and Social Resilience*, Londres, Sterling, Earthscan Publications.
- PERROW Charles, 1984, *Normal Accidents: Living with High Risk Technologies*, New York, Basic Books.
- 1994, «The limits of safety: The enhancement of a theory of accidents», *Journal of Contingencies and Crisis Management*, vol. 4, n° 2, p. 212-220.
- PERRY Ronald W. et QUARANTELLI Enrico L. (eds.), 2005, *What is a Disaster? New Answers to Old Questions*, Dartford, Xlibris Corporation.
- QUARANTELLI Enrico L., 1998, «Disaster crisis management: A summary of research findings», *Journal of Management Studies*, vol. 25, n° 4, p. 373-385.

- QUARANTELLI Enrico L. (ed.), 1978, *Disasters: Theory and Research*, s.l., Sage Publications.
- QUÉRÉ Louis et OGIEN Albert, 2005, *Le vocabulaire de la sociologie de l'action*, Paris, Ellipses (coll. «Vocabulaire de...»).
- REYET Sandrine, 2007, *Anthropologie d'une catastrophe. Les coulées de boue de 1999 au Venezuela*, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle.
- REYNAUD Bénédicte, 1998, «La propriété des routines. Outils pragmatiques de décision et modes de coordination collective», *Sociologie du travail*, vol. 40, n° 4, p. 465-477.
- ROCHLIN Gene, 1996, «Reliable organizations: Present research and future directions», *Journal of Contingencies and Crisis Management*, vol. 4, n° 2, p. 55-59.
- RODRÍGUEZ Havidán et BARNSHAW John, 2006, «The social construction of disasters: From heat waves to worst-case scenarios», *Contemporary Sociology*, vol. 35, n° 3, p. 218-223.
- ROSENTHAL Uriel, CHARLES Michael T. et T'HART Paul (eds.), 1989, *Coping with Crisis: The Management of Disasters, Riots and Terrorism*, Springfield, Thomas.
- SAGLIO Jean, 2001, «Souplesse du quotidien et rigidité dans la crise: l'organisation du travail sur un bateau de guerre», dans Mathilde Bourrier (ed.), *Organiser la fiabilité*, Paris, L'Harmattan (coll. «Risques collectifs et situations de crise»), p. 161-198.
- SCHELLING Thomas C., 1986, *Stratégie du conflit*, trad. Raymond Manicacci, Paris, Puf (coll. «Perspectives internationales»).
- SIMMEL Georg, 1992, *Le conflit*, trad. Sibylle Muller, préf. Julien Freund, Saulxures, Circé.
- SNOOK Scott A., 2000, *Friendly Fire. The Accidental Shootdown of U.S. Black Hawks over Northern Iraq*, Princeton, Princeton University Press.
- SOULÉ Bastien et CORNELOUP Jean, 2002, «Logiques d'action et conflits entre intervenants du secours en montagne», *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 48, p. 81-101.
- STEINBERG Ted, 2000, *Acts of God. The Unnatural History of Natural Disaster in America*, New York, Oxford University Press.
- STRAUSS Anselm L., 1992, *La trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionnisme*, éd. Isabelle Baszanger, Paris, L'Harmattan (coll. «Logiques sociales»).

- SYLVES Richard T., 2006, « President Bush and hurricane Katrina: A presidential leadership study », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 604, n° 1, p. 26-56.
- THÉVENOT Laurent, 2006, *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, Paris, La Découverte (coll. « Textes à l'appui »).
- THEYS Jacques, 1987, « La société vulnérable », dans Jean-Louis Fabiani et Jacques Theys, *La société vulnérable. Évaluer et maîtriser les risques*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, p. 3-35.
- THOURET Jean-Claude et D'ERCOLE Robert, 1996, « Vulnérabilité aux risques naturels en milieu urbain : effets, facteurs et réponses sociales », *Cahier des sciences humaines*, vol. 32, n° 2, p. 407-422.
- TRAINOR Joseph E., 2004, *Searching for a System. Multi Organizational Coordination in the September 11th World Trade Center Search and Rescue Response*, Newark, University of Delaware, Thesis for the Master of the Arts in Sociology.
- TURNER Barry, 1979, *Man-Made Disasters*, Londres, Wykeham Publications.
- URFALINO Philippe, 1981, « La mémoire et l'oubli. L'invention du quotidien », *Esprit*, n° 3, p. 136-146.
- VAUGHAN Diane, 1996, *The Challenger Launch Decision. Risky Technology, Culture and Deviance at NASA*, Chicago, University of Chicago Press.
- VIRILIO Paul, 1995, *La vitesse de libération*, Paris, Galilée (coll. « L'espace critique »).
- WEBER Max, 1965, *Essais sur la théorie de la science*, trad. et intr. Julien Freund, Paris, Plon (coll. « Recherches en sciences humaines »).
- WEICK Karl E., 1995, *Sensemaking in Organizations*, Thousand Oaks, Sage Publications.
- 2003, « L'effondrement du sens dans les organisations. L'accident de Mann Gulch », dans Bénédicte Vidaillet (ed.), *Le sens de l'action. Karl E. Weick, sociopsychologie de l'organisation*, Paris, Vuibert, p. 59-85.

Rapports d'expertise

BACHELIER Véronique, BENETEAUD Stéphane et TOURRET Daniel, 2000, *La tempête du 27 décembre 1999 en Charente-Maritime*, mémoire pour la médecine de catastrophe, Hôpital de La Rochelle.

BALESTE Marie-Claire, BRUNET Hubert et MOUGEL Alain *et al.*, 2001, *Les tempêtes exceptionnelles de Noël 1999*, Toulouse, Météo France (coll. «Phénomènes remarquables»).

BERSANI Catherine, DUMAS Philippe et ROUZEAU Michel *et al.*, 2010, *Tempête Xynthia: retour d'expérience, évaluation et propositions d'action*, Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer.

Bureau du coordinateur des Nations unies pour les secours en cas de catastrophes, 1986, *Aspects relatifs à la planification préalable. Prévention et atténuation des catastrophes: le point des connaissances actuelles*, New York, Nations unies.

DAVIS Tom (ed.), 2006, *A Failure of Initiative: Final Report of the Select Bipartisan Committee to Investigate the Preparation for and Response to Hurricane Katrina*, US House of Representatives/US Government Printing Office, Washington.

LALANDE Françoise, LEGRAIN Sylvie, VAILLERON Alain-Jacques *et al.*, 2003, *Mission d'expertise et d'évaluation du système de santé pendant la canicule 2003*, Ministère de la Santé, de la famille et des personnes handicapées.

SANSON Gilles, ROCHERAU Olivier et RAVAIL Bruno, 2000, *Évaluation des dispositifs de secours et d'intervention mis en œuvre à l'occasion des tempêtes des 26 et 28 décembre 1999*, rapport d'étape de la mission interministérielle, Paris, Premier ministre.

Table des matières

Remerciements	9
Introduction. Des sociétés (trop) vulnérables ..	11
Des catastrophes inacceptables	14
La tempête de 1999, une faillite des dispositifs de sécurité civile?	18
La catastrophe, l'épreuve de quoi?	20
Une micro-autopsie des dispositifs de sécurité civile	23
Première partie.	
Alerte et risque scélérat	27
Introduction	29
1. Le temps de l'alerte.	33
Météo France face aux phénomènes violents et atypiques	39
Les étapes de la prévision de Martin	42
2. Routine et vigilance	61
Les coûts des routines	62
La familiarité de la menace	70
Faut-il croire les prophètes de malheur?	75
Conclusion	81

Deuxième partie.	
La crise, un petit monde désordonné	87
Introduction	89
3. Les espaces ouverts de la crise.	95
L'effet domino de la tempête	95
Les formes évolutives de l'urgence	100
Les espaces ouverts de la catastrophe	105
4. Les premiers secours, la dynamique du désordre fortuit	109
La dispersion des interventions: qui fait quoi?	109
La coordination centralisée s'efface	122
La dynamique du désordre fortuit	138
5. La réparation des infrastructures, le retour de l'ordre routinier	149
Diriger Orsec selon l'équilibre politico-médiatique local	150
Priorité à l'économie	152
La politique locale des secours	154
Le retour de l'ordre ordinaire aux affaires	172
La coordination conflictuelle entre secouristes	180
Conclusion	193
 Conclusion.	
La tempête de 1999, un accident total	201
Les racines accidentelles de la catastrophe	203
La sécurité civile coupable malgré elle	213
Des catastrophes ordinaires	214
Liste des abréviations	223
Sources et bibliographie	225

Une catastrophe ordinaire

La tempête du 27 décembre 1999

François Dedieu

Le 27 décembre 1999, une grave tempête ravage les côtes du Sud-Ouest de la France. François Dedieu raconte et analyse le déclenchement de l'alerte et l'organisation des secours. Il montre que l'action des dispositifs de sécurité civile a des effets paradoxaux sur la catastrophe : tout en maîtrisant ses conséquences, elle contribue à les amplifier.

À travers la notion d'accident total, le sociologue prend le contre-pied de l'idée selon laquelle les pouvoirs publics seraient responsables de la mauvaise gestion de la crise.

François Dedieu est sociologue, chargé de recherche à l'Inra et rattaché à l'unité Sens (Sciences en société) et à l'Institut francilien recherche innovation (Ifris). Ses recherches portent sur la gouvernance des risques collectifs.



9 782713 224096

Prix 16 €
ISBN 978-2-7132-2409-6
Sodis 7545739

CAS DE FIGURE

éditions
EHESS